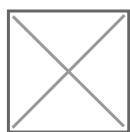


Le blackout médiatique toujours plus intense d'Israël sur Gaza

Description

La liberté d'informer et d'être informé continue d'être bafouée par Israël à Gaza, en Palestine et au sud Liban. Point sur la situation des journalistes à Gaza, un an et un mois du début de l'offensive génocidaire d'Israël.

Par l'Agence Média Palestine, le 5 novembre 2024



Anas al-Sharif, correspondant d'Al Jazeera à Gaza, en reportage dans la ville de Gaza le 13 août 2024. (Dawoud Abo Alkas / Anadolu via Getty Images)

CHIFFRES CLÉS À Gaza depuis le 7 octobre 2023 :

174 journalistes assassinés par Israël

360 journalistes blessés

134 journalistes détenus

88 locaux de médias détruits

Le 2 novembre 2024, à l'occasion de la Journée internationale pour la fin de l'impunité des crimes commis à l'encontre des journalistes, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a déclaré dans un [communiqué](#) que les journalistes à Gaza étaient tués « dans une proportion jamais observée dans aucun conflit des temps modernes », ajoutant que l'interdiction actuelle empêchant les journalistes internationaux de se rendre à Gaza « étouffe encore plus la vérité ».

La directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, a déclaré pour sa part que 900 journalistes ont été tués dans le monde depuis 2013, soit une moyenne de 82 journalistes par an : cela représente moins de la moitié du nombre de journalistes palestiniens tués depuis un an par Israël à Gaza.

Interrogée par l'Agence Média Palestine, la porte parole du Syndicat des journalistes palestiniens nous confirme que 174 journalistes ont été assassinés par Israël depuis le 7 octobre 2024, et que 134 autres sont actuellement emprisonnés. Dans cette guerre génocidaire d'Israël à l'encontre des Palestiniens, la presse est délibérément étouffée.

Cheikh Niang, président du Comité des Nations unies sur les droits inaliénables du peuple palestinien, confirmait que « l'accès à l'information a été systématiquement entravé. Des

journalistes ont été tués, des salles de rédaction détruites, la presse étrangère bloquée et les communications coupées. Les forces israéliennes, en tant que puissance occupante, ont systématiquement démantelé l'infrastructure des médias palestiniens, réduisant les voix au silence par des restrictions, des menaces, des assassinats ciblés et la censure. »

Déferlement de violence dans le siège du nord de Gaza

Depuis le début du mois d'octobre 2024 et le [siège brutal imposé au nord de Gaza](#), la presse est entravée par tous les moyens. Quand les journalistes ne sont pas directement ciblés, tués, blessés ou emprisonnés, elles et ils sont empêchés de faire leur métier en raison des interdictions de circulation, des coupures des réseaux de communication, de l'électricité, des pénuries de carburant qui les empêchent de se déplacer.

La plupart des journalistes ont quitté le nord et sont contraints de couvrir l'actualité depuis la ville de Gaza, au sud de la ligne de démarcation tracée par Israël. Comme l'expliquait [Imen Habib](#), coordinatrice de l'Agence Média Palestine dans une interview avec le média en ligne Regards, l'horreur de la situation à Gaza est sous-documentée du fait des attaques répétées et délibérées d'Israël à l'encontre des médias.

J'ai peur d'être filmé, je commence à filmer, je suis confié sous anonymat un journaliste piégé au nord de la bande de Gaza, interrogé par [Reporter Sans Frontières \(RSF\)](#).

Dans la bande de Gaza, la présence de journalistes étrangers est [interdite](#) par Israël, sauf si ces derniers sont « embarqués » aux côtés de l'armée israélienne. Armée qui contrôle par la suite chaque image et chaque son et qui donne, ou pas, l'autorisation de diffusion. Ainsi depuis plus d'un an, seuls les journalistes palestiniens qui étaient présents lors du déclenchement du génocide, et qui sont bloqués sur le territoire, peuvent documenter ce qu'il s'y passe. Elles et ils sont présents sur la quasi-totalité de l'enclave pour témoigner du drame qui s'y déroule et qui a fait plus de 43 000 mortes et plus de 100 000 blessés depuis le 7 octobre 2023.

Pour Israël, un accès aux journalistes internationaux sur le territoire « met en péril les forces en action sur le terrain et la sécurité des soldats », en dévoilant par exemple leur localisation. C'est donc un black-out médiatique international.

date créée

2024/11/05